

L'INSTITUT DES STRATÉGIES PUBLIQUES CÉLÈBRE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES LE 8 MARS 2025

L'ISP célèbre le 8 mars 2025 en rappelant que la journée internationale des droits des femmes trouve son origine dans les manifestations de femmes du début du 20^{ème} siècle, en Europe et aux États-Unis, réclamant le droit de vote et le droit au travail.

Officialisée en 1977 par l'Organisation des Nations Unies (ONU), cette journée met en avant la lutte pour les droits des femmes et la fin des inégalités femmes-hommes. Elle couvre plusieurs événements avec comme objectif de célébrer les avancées des droits des femmes. C'est aussi l'occasion de mobiliser l'ensemble de la population en faveur des droits des femmes et de leur participation à la vie politique et économique.

Pour la Guinée et les femmes guinéennes, cette journée du 8 mars 2025 est une occasion pour rappeler solennellement les inégalités persistantes, endémiques et systémiques dont souffrent les femmes en Guinée à tous les niveaux de la vie socio-professionnelle et économique. Malgré les efforts du gouvernement et ses partenaires techniques et financier, les organisations de la société civile, des défis majeurs restent encore à relever, à savoir :

- ❖ **Violences basées sur le genre (VBG)** : Les violences domestiques, les violences sexuelles et les mariages forcés restent très répandus.
- ❖ **Mutilations génitales féminines (MGF)** : La Guinée a l'un des taux de MGF les plus élevés au monde (94%), malgré les efforts de sensibilisation et les lois interdisant cette pratique.
- ❖ **Accès à l'éducation et à la santé** : Les femmes et les filles sont souvent confrontées à des obstacles pour accéder à l'éducation et aux services de santé, en particulier dans les zones rurales.
- ❖ **Participation politique et économique** : Malgré des progrès, la représentation des femmes dans les postes de décision politique, économique et sociale reste faible et elles sont sous-représentées dans les parlements, les gouvernements, les administrations publiques et les conseils d'administration des entreprises (6 femmes sur 30 membres du gouvernement ; 2 femmes sur 27 Secrétaires généraux ; 1 femme sur 8 gouverneurs ; Aucune femme parmi les 33 préfets)
- ❖ **Inégalités foncières** : Les femmes ont un accès limité à la propriété foncière et aux ressources économiques, ce qui les rend vulnérables.

Les inégalités femmes-hommes sont provoquées depuis le bas-âge et auto-entretenu par les facteurs structurels qui pèsent sur les femmes. Quoique cette problématique soit très marquée en Afrique en général, elle demeure beaucoup plus aggravée en Guinée comme le témoigne le rapport de la Banque mondiale sur les inégalités femmes-hommes en Guinée.

Tableau 1 : Comparaison des niveaux d'éducation de la Guinée avec ceux de l'Afrique subsaharienne et du Rwanda (meilleur réformateur d'Afrique)

	Guinée	Afrique subsaharienne	Rwanda
Taux de scolarisation (femmes par rapport aux hommes)			
Primaire (brut),	0,85	0,95	0,99
Secondaire (brut)	0,66	0,86	1,12
Tertiaire (brut)	0,45	0,72	0,89
Nombre moyen d'années de scolarité			
Femme	1,5	4,7	3,7
Homme	3,9	6,5	4,7

Source : Indicateurs du développement dans le monde.



Institut des Stratégies Publiques

En effet, les statistiques ci-dessus révèlent deux aspects principaux, à savoir que, d'une part, les inégalités sont structurelles et inhérentes du système scolaire partout en Afrique ; et d'autre part, la Guinée est très en retard en termes d'inégalités scolaires femmes-hommes.

Bien que des efforts aient été consentis pour réduire les inégalités femmes-hommes par les autorités guinéennes successives, l'ISP exhorte les autorités actuelles à mettre davantage d'efforts pour redresser le déséquilibre femme-homme dans le système scolaire qui est le terreau de toutes les inégalités futures entre les femmes et les hommes.

Dans toutes les sociétés où le niveau d'instruction des femmes progresse, la prospérité s'accroît également, et inversement. Ce constat renforce l'idée que la véritable clé pour réduire les inégalités entre femmes et hommes réside dans l'amélioration du taux de scolarisation et de la formation des femmes, ce qui, à terme, favoriserait une plus grande prospérité socio-économique.

Fort de son expertise en la matière, notre institut se tient prêt à accompagner pour la concrétisation de cet idéal en apportant son appui à l'élaboration de documents stratégiques et de mise en œuvre.